

Marchés	janv.-23	déc.-22	+/- %	France €/l	janv.-23	déc.-22	+/- %
Brent \$/b	82,4	81,1	1,6%	E10	1,85	1,64	12,6%
Gaz TTF €/MWh	63,6	117,1	-45,7%	Essence SP95	1,87	1,68	11,0%
Elec France €/MWh	134,9	275,8	-51,1%	Gazole	1,90	1,76	7,8%

Risques de tensions avec les nouvelles sanctions européennes sur les produits pétroliers.

Le prix du pétrole gagne 5 \$/b (+5,6 %) depuis début janvier (Fig. 1). Le prix du Brent, relativement instable, gagne 1,5 % d'une semaine sur l'autre pour s'établir à près de 86 \$/b en moyenne (WTI stable à 80 \$/b). Le prix du pétrole se tend en dépit d'un équilibre offre/demande qui apparaît excédentaire au 1^{er} trimestre 2023. Cette relative pression peut néanmoins s'expliquer par plusieurs facteurs, d'abord par le fait que le marché serait déficitaire à partir du 2^e semestre¹ (Fig. A4). Le marché reste aussi attentif à la demande chinoise, en recul de 0,4 Mb/j en 2022, mais qui devrait progresser de 0,9 Mb/j (Fig. A5) cette année, en supposant qu'il n'y ait plus de mesures de restriction liées au Covid dans ce pays. De plus, le niveau relativement faible des stocks dans les pays occidentaux pourrait entraîner un restockage progressif susceptible de légèrement soutenir les prix. La faiblesse du dollar, en retrait depuis début janvier passant de 1,06 \$ à près de 1,09 \$ (+3,4 %), favorise également la progression du prix du pétrole. Enfin, la mise en œuvre des nouvelles sanctions européennes sur les produits pétroliers russes à partir du 5 février est susceptible de créer une pression nouvelle sur le marché. Il convient par ailleurs de noter que la réunion du comité technique de l'OPEP+ (Joint Ministerial Monitoring Committee, JMCC) prévue le 1er février prochain ne sera pas décisionnaire (réunion ministérielle prévue le 4 juin prochain).

Des stocks relativement bas détenus par les pays occidentaux. Les dernières statistiques de l'AIE mettent en évidence un niveau relativement faible des stocks détenus par les pays OCDE. En novembre ils s'établissent à 4000 Mb (Fig. 2), ce qui correspond à environ 87 jours de consommation contre une moyenne qui se situait à plus de 90 jours traditionnellement². Cela représente un écart de l'ordre de 230 Mb soit un restockage potentiel sur un an de 0,6 Mb/j en moyenne, qui pourrait toutefois être étalé dans le temps comme le prévoit les Etats-Unis. Le recul le plus important concerne les stocks détenus par le gouvernement américain en baisse de 250 Mb depuis janvier. L'administration américaine prévoit d'accélérer le remboursement des prêts de brut proposé l'an dernier (21,7 Mb) et travaille également sur un plan visant à acheter 60 Mb pour les stocks stratégiques (SPR) à un prix cible de 67 à 72 \$/b, en utilisant les revenus de la vente d'urgence de l'année dernière de 180 Mb à un prix moyen de 96 \$/b (source Argus).

La pression reste forte sur le prix de marché du gazole (et du kérosène) et se renforce sur l'essence. A quelques jours de l'entrée en vigueur de l'embargo décidé par l'Union européenne visant les produits pétroliers russes, il convient déjà de noter des signes de tensions sur le marché des produits pétroliers. Pour l'essence, alors que la tension semblait retomber depuis la fin de l'année, l'écart du prix de l'essence par rapport au prix du pétrole a tendance à se renforcer (Fig. 3). Cet écart a été multiplié par 3 depuis fin décembre pour remonter à près de 300 \$/t ce qui est largement au-dessus des moyennes de 2018 et 2019 (140 \$/t). Pour le gazole l'écart de prix a légèrement progressé depuis fin janvier passant de 290 \$/t à 330 \$/t, qui est le niveau moyen en 2022 largement au-dessus des valeurs de 2018 et 2019 (130 \$/t ; Fig. 4). Cette situation qui dure depuis mars 2022 pour le gazole (et le kérosène) serait le résultat d'une inadéquation de la production des raffineries à la structure de la demande. Cela peut s'expliquer par la hausse importante de la demande de gazole et de kérosène en 2022 qui a représenté 70 % de la progression de la demande mondiale de produits pétroliers (+0,7 Mb/j et +0,9 Mb/j respectivement ; total : 34,4 Mb/j). De nouvelles pressions sur les prix ne sont pas à exclure avec la mise en œuvre des sanctions européennes alors que la demande pour ces deux produits restera élevée (53 % de la hausse de produits pétroliers en 2023 – Fig. 5).

Quels scénarios avec la mise en œuvre des sanctions européennes sur la Russie ? Après les sanctions sur le pétrole, dont l'embargo européen et l'application d'un prix plafond de 60 \$/b, l'embargo sur les produits pétroliers entrera en vigueur le 5 février. Des négociations sont en cours pour définir également un prix plafond sur le gazole à hauteur de 100 \$/b (746 \$/t), niveau inférieur aux cotations observées en janvier (115 à 135 \$/b soit 850 à 1010 \$/t). D'après l'AIE, les volumes de produits pétroliers exportés par la Russie en décembre représente un total de 3,1 Mb/j (sur

¹ Données AIE pour la demande et en supposant une stabilité de l'offre OPEP+. Excédents sur la base des données EIA.

² L'obligation AIE porte sur l'obligation de détenir 90 jours d'importations nettes (UE : 90 jours de consommation). Ce ratio est respecté mais l'AIE indique dans son rapport mensuel de janvier que « l'exigence de 90 jours, actuellement suspendue ne sera rétablie qu'à l'issue d'une phase de réapprovisionnement qui durera vraisemblablement plus longtemps que la durée globale des actions collectives. »

7,7 Mb/j de pétrole et produits) dont 1,2 Mb/j destinés à l'UE incluant 0,72 Mb/j de gazole (Fig. 6 et 7). En moyenne, l'Europe a importé 1,2 Mb/j de gazole l'an dernier dont la moitié en provenance de Russie. Le scénario envisagé par différents experts table sur un transfert des ventes de gazole russe de l'Europe vers de nouveaux acheteurs en Amérique latine et en Afrique. L'Europe pourrait en contrepartie acheter du gazole provenant du Moyen-Orient et des États-Unis et destiné actuellement à l'Amérique latine et à l'Afrique. Cette réorganisation des routes de transport maritime aurait probablement pour conséquence d'augmenter les coûts de transport. Un scénario plus pessimiste n'est pas à exclure si une partie du gazole russe n'est pas exportée, par contraintes liées soit aux sanctions soit aux coûts de transport voire par décision nationale russe de les restreindre.

Perspective de progression de la production des raffineries. L'AIE indique que la capacité mondiale de raffinage a augmenté de 0,54 Mb/j en 2022, après une baisse de 1 Mb/j en 2021. Une progression de 1,7 Mb/j est prévue en 2023 (surtout au 2^d semestre) avec la mise en service de nouvelles raffineries en Afrique, au Moyen-Orient, ainsi qu'en Chine. Cela devrait permettre de couvrir la hausse de la demande de produits raffinés estimée à 1,3 Mb/j cette année. Ainsi, le défi de répondre à la demande de produits raffinés en 2023 semble, d'après l'AIE, « moins redoutable qu'en 2022, mais reste dépendant d'un approvisionnement adéquat en brut ». L'AIE souligne également les risques susceptibles d'affecter la production des raffineries liés en particulier à des retards possibles du démarrage des unités. Enfin, une demande plus forte en Chine que prévue serait de nature à réduire les volumes disponibles à l'exportation. Ce fut le cas en 2021 avec des exportations de 54 Mt en 2022, contre 60 Mt en 2021 et 62 Mt en 2020 (source GAC, General Administration of Customs via Reuters). La baisse des exportations de gazole, qui a duré de juillet 2021 à octobre 2022, a contribué à la tension de ce marché.

Les Etats-Unis veulent peser sur les exportations iraniennes. L'envoyé spécial du département d'Etat américain pour l'Iran, Rob Malley, a souligné sa préoccupation liée à la hausse des exportations de pétrole iranien alors que les sanctions ne sont « ni relâchées, ni atténuées ». Les exportations de pétrole brut et de condensat sont estimées entre 1,11 Mb/j (Argus) et 1,18 Mb/j (Vortexa) au quatrième trimestre 2022 en hausse de 43 à 51 % sur un an. Rob Malley a déclaré que les États-Unis avaient été en contact avec les autorités chinoises sur la question et continueraient de prendre des mesures pour sanctionner les entités impliquées dans l'importation de pétrole iranien.

Figure 1 : Prix spot du Brent en 2022

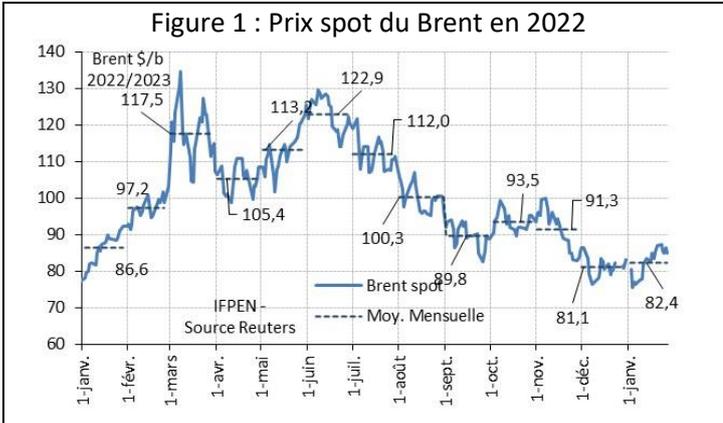


Figure 2 : Stocks OCDE de pétrole et de produits

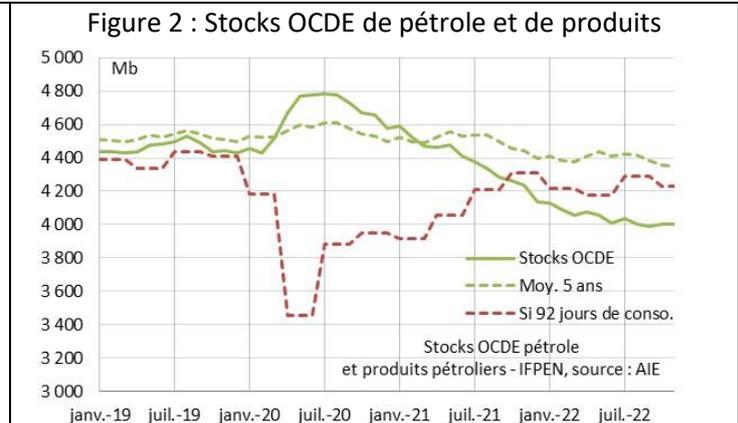


Figure 3 : Ecart prix essence – Brent

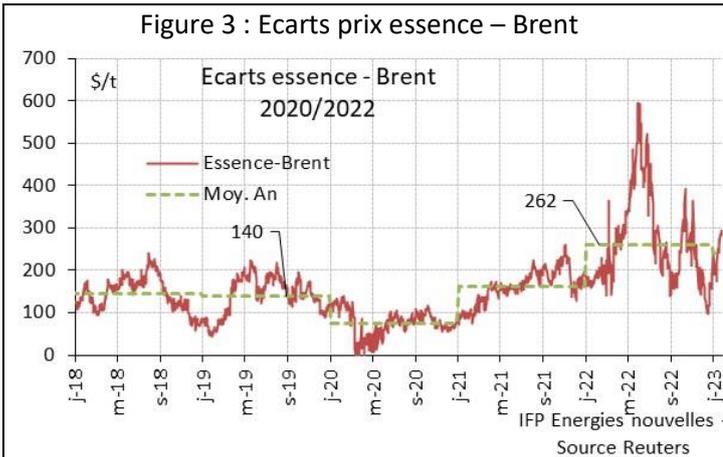


Figure 4 : Ecart prix gazole - Brent

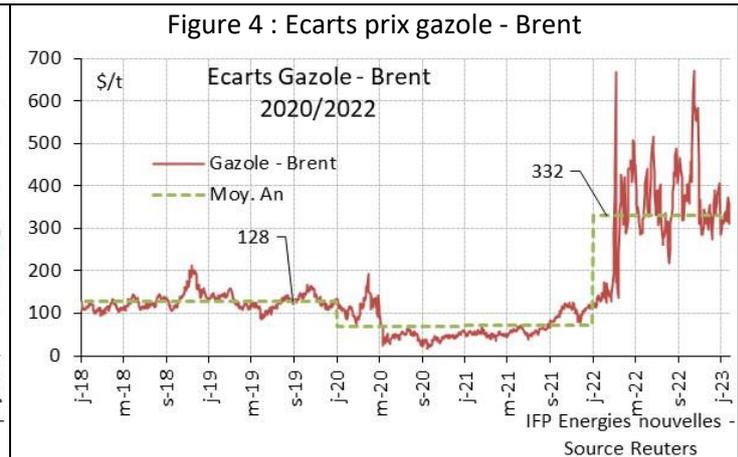


Figure 5 : Hausse de la demande mondiale par produits

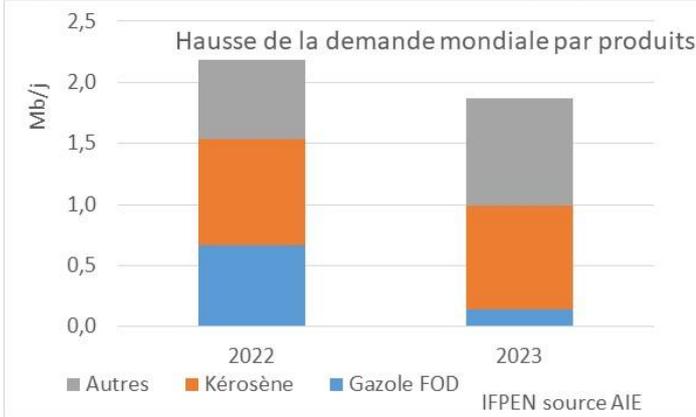


Figure 6 : Exportations russes pétrole+produits pétroliers

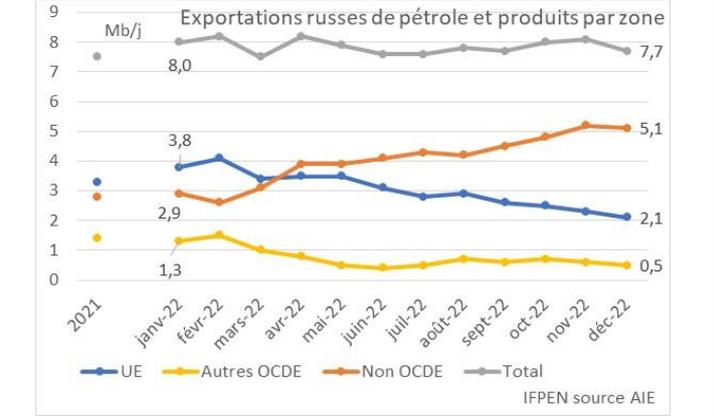


Figure 7 : Exportations russes de produits pétroliers

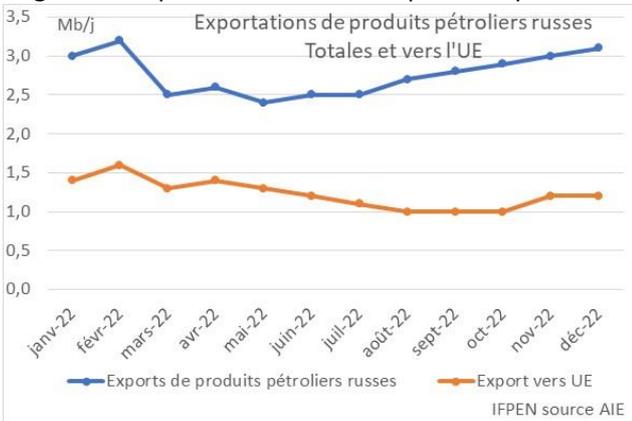


Figure 8 : Ecart prix du Brent et des produits en \$/t

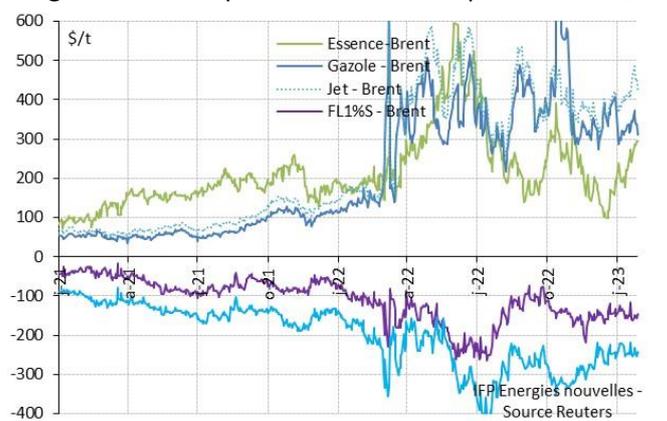


Figure 9 : Prix des produits pétroliers en France

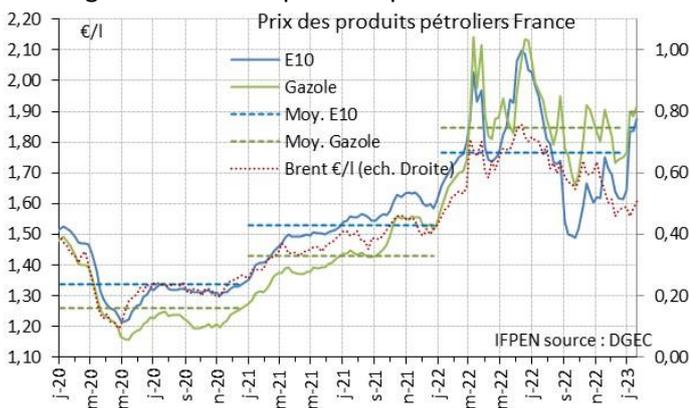
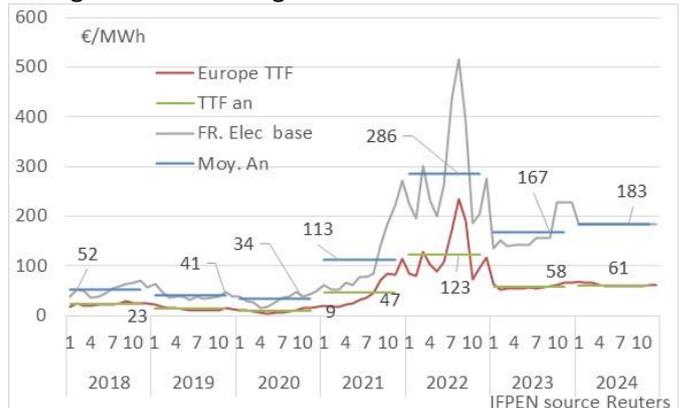


Figure 10 : Prix du gaz TTF et de l'électricité France



Annexe : Equilibre Offre / Demande par trimestre (données AIE, EIA et OPEP)

Figure A1 : Demande mondiale de pétrole

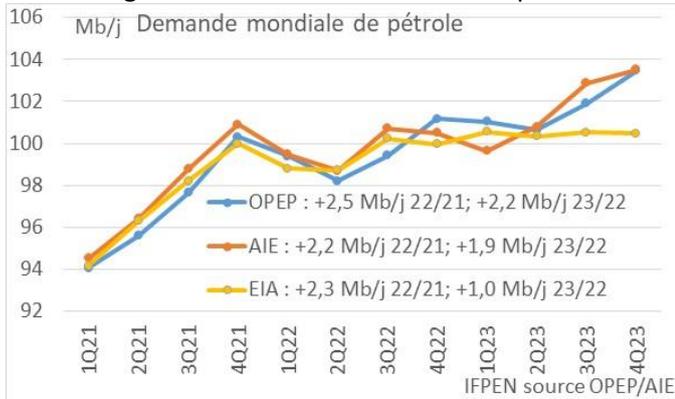


Figure A2 : Production non OPEP

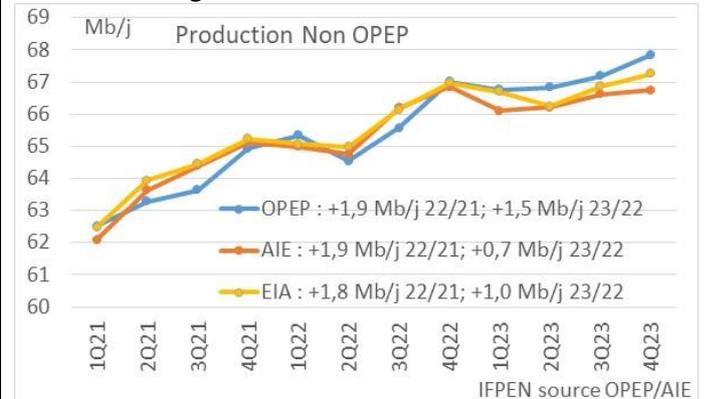


Figure A3 : Prod. et besoin OPEP pour équilibrer le marché

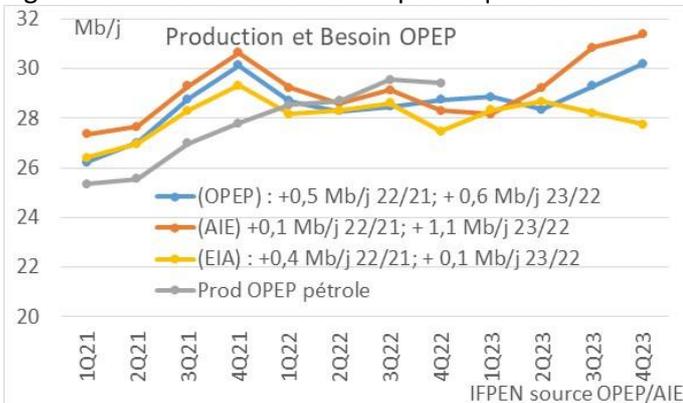
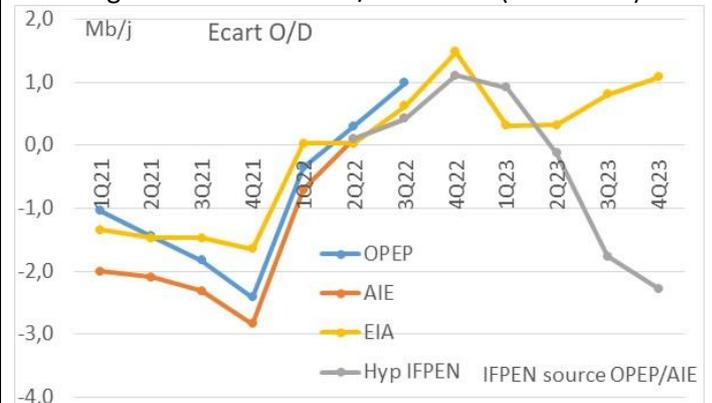


Figure A4 : Ecart Offre / Demande (Scénario 1)



Scénario 1 : hausse modérée de production du Nigeria et de l'Angola

Figure A5 : Demande de pétrole de la Chine

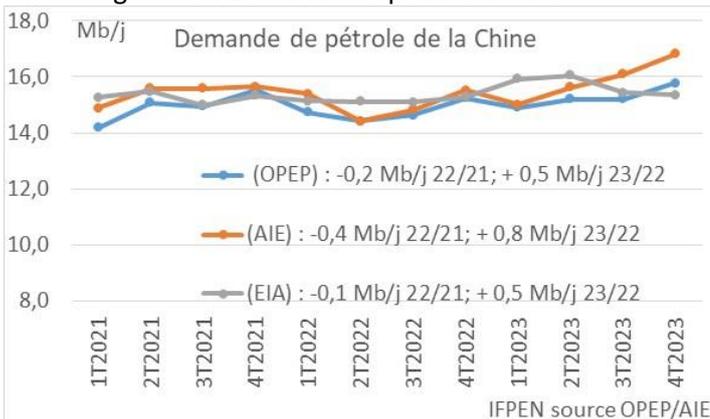


Figure A6 : Production de pétrole et LGN

